

**PROGRAMME
DE
GOUVERNEMENT
DES OBJECTIFS
ET
DES MOYENS
COHÉRENTS**

**LES "RESSOURCES"
PERMETTENT LES "DÉPENSES"**

PAUL BOCCARA

**LES "ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES"
SONT ASSURÉS**

PHILIPPE HERZOG

LES "RESSOURCES" PERMETTENT LES "DÉPENSES"

PAUL BOCCARA

Un des caractères nouveaux du Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire, publié par le Parti Communiste français, consiste dans l'approfondissement des liens entre les objectifs sociaux et politiques et les transformations économiques proposées. Les progrès de l'élaboration des parties sociales et politiques du Programme s'accompagnent de progrès correspondants dans les développements économiques et dans la liaison des différentes parties entre elles.

Plus que jamais, dans ses dispositions économiques détaillées, le programme se fonde sur le principe selon lequel « une véritable démocratie suppose que les principaux leviers économiques... soient retirés des mains d'une poignée de grands financiers » (Programme, introduction, p. 16).

L'importance des développements économiques du Programme démocratique — développements auxquels nous bornons ici notre propos — n'a pas échappé aux militants, aux travailleurs. Ceux-ci s'interrogent, en effet, sur la façon de sortir véritablement des impasses du régime du capitalisme monopoliste d'Etat, d'en finir avec ses méfaits qui deviennent éclatants, aujourd'hui, avec la crise du système à l'échelle nationale et internationale. L'importance des parties économiques du programme n'a pas échappé non plus à nos alliés naturels qui ne peuvent pas ne pas tenir compte de cet apport à la cause commune. Elle a provoqué de vives réactions de la part des adversaires du mouvement ouvrier et démocratique qui s'efforcent d'en dénigrer le contenu. D'une façon générale, la grande presse a consacré des développements notables à ce travail.

Les réponses aux questions des travailleurs comme aux critiques bien ou mal intentionnées, la popularisation correcte du programme nécessitent de la part des militants une assimilation des principes mêmes qui fondent la cohérence du programme et l'adéquation de sa réponse à la crise de la société française.

En nous limitant aux aspects économiques du programme, sans négliger l'interdépendance étroite des aspects économiques et politiques, nous examinons plus exactement ici une question

d'ordre général. Cette question est souvent posée sous la forme de l'existence des « ressources » permettant de répondre aux « dépenses » prévues par le progrès social. Cette façon de poser la question n'est pas tout à fait correcte. En effet, lesdites « dépenses » de progrès social sont aussi des éléments de ressources dans la mesure où elles développent les capacités productives des travailleurs. Cependant, la question reste légitime et d'une grande portée politique.

**LES « CRITIQUES » SUR L'INSUFFISANCE
DES « RESSOURCES »
ET L'IGNORANCE DE NOS POSITIONS POLITIQUES
ET THEORIQUES SUR LA DEMOCRATIE AVANCEE.**

La portée politique de la question des « ressources » tient au fait qu'elle résulte, au fond, de la constatation de l'incapacité grandissante du régime actuel de répondre aux besoins des différentes catégories de travailleurs, de la contradiction qui devient intolérable entre les progrès techniques et les difficultés accrues de la vie pour toutes les couches populaires. La question concerne la possibilité de faire autrement dans un autre régime, la possibilité d'y répondre progressivement aux besoins et d'y faire reculer systématiquement les difficultés des masses grâce à une démocratie économique et politique ouvrant la voie au socialisme dans les conditions de notre pays. On comprend que les tenants du régime actuel ne peuvent hésiter sur la réponse à faire. Non seulement les porte-parole du pouvoir ne considèrent pas l'exigence de lutter contre la croissance des difficultés suscitées par leur système en crise, mais tout en devant avouer à leur façon que le programme répond aux « vœux » des Français, ils n'admettent pas qu'on puisse répondre aux besoins que leur régime ne satisfait pas. Bien plus, ils prédisent les pires calamités.

« La Nation » : « Le programme est rassurant... Il est séduisant » (13-10-1971).

« Il risque de faire bien des dupes... Il constitue un catalogue des vœux de toutes les catégories sociales sans exception ». (Non, Messieurs, pas des banquiers par exemple, bien au contraire ! P.B.) (17-11-1971).

« Les dupes n'y prennent pas garde (« à l'ordre communiste »), et c'est bien ce qui est dangereux » (13-10-1971).

Tomasini (Secrétaire général de l'U.D.R.) insiste sur l'impossibilité de réalisation : c'est « aller... au-delà du possible », ce qui « provoquerait la ruine de la France, prétexte à toutes les servitudes » (« Le Monde », 15-10-1971). Arthur Comte (député U.D.R.) insiste d'ailleurs sur « la menace de la suppression des libertés par les communistes » (« La Nation », 15-10-1971).

Au contraire, pour les socialistes, il y a des « propositions intéressantes » dans le programme proposé (François Mitterrand, « Le Monde », 24-11-1971), bien qu'il soit discutable sur un certain nombre de points. En ce qui concerne les conditions de la réalisation, le socialiste Motchane (secrétaire général du C.E.R.E.S.) reconnaît que les nationalisations « y constituent la base sur laquelle peuvent être mises en place de nouvelles structures de production et de gestion » (« Le Monde », 20-10-1971), même si d'autres, comme Mitterrand, insistent sur les vertus de ce qu'ils appellent « l'auto-gestion », en les opposant aux formules de notre programme prévoyant l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées dans le cadre de la planification démocratique.

La question de la possibilité économique de répondre aux dépenses par des ressources adéquates, dans le programme, est examinée rapidement dans un article de Gilbert Mathieu, dans « Le Monde » du 9-12-1971 : « Les ambiguïtés du programme économique du Parti communiste français ». Nous nous arrêtons sur cet article, car il est assez typique. D'emblée, c'est la signification politique de la démocratie avancée qui y est mise en cause.

Pour l'article en question, il y a une contradiction « entre l'ampleur des dépenses nouvelles projetées et le peu de ressources supplémentaires prévues ». Selon l'auteur, étant donné que les communistes ne sont pas clairs sur leurs intentions, il convient d'interpréter ainsi leur démarche : soucieux de gagner de nouvelles couches électorales, le Parti communiste ne lésine pas sur les promesses de façon à susciter un « front antimonopoliste ». Parvenu au pouvoir, il ne réaliserait qu'une partie de ses promesses. Quant aux autres, leur réalisation rendrait nécessaire « une série de transformations sociales radicales de nature à modifier substantiellement les conditions du jeu de façon à rendre réalisable — non sans douleur pour certains — ce qui ne l'est pas actuellement si l'on s'en tient au texte du programme ». Quelles sont ces transformations douloureuses dont le programme ne parle pas ? Gilbert Mathieu est muet sur cette question. Mais il enchaîne, évoquant l'épouvantail anti-communiste agité par les U.D.R. concernant les libertés. Il écrit : « Le Parti communiste a assez souvent proclamé qu'il n'était pas « un parti comme les autres » et vanté les mérites gouvernementaux autoritaires du monde communiste pour qu'on puisse légitimement penser que c'est ainsi qu'il surmonterait les contradictions de son programme actuel ».

Il n'y a jusqu'ici pas l'ombre d'une analyse économique, mais une ignorance délibérée du contenu politique et économique du Programme. D'une part, on ignore toutes les dispositions du Programme concernant l'organisation d'une démocratie po-

litique, tenant compte de toute l'expérience négative et positive de notre peuple, fournissant le cadre approprié du gouvernement d'union des partis démocratiques et ouvriers. D'autre part, on ignore apparemment que les transformations sociales radicales de nature à modifier substantiellement les conditions du jeu économique, de façon à rendre réalisable le Programme, sont précisément constituées par les nationalisations des monopoles des secteurs-clés de l'économie. Il ne s'agit pas pour autant de la réalisation du socialisme, mais d'une étape de transition vers le socialisme dans les conditions de notre pays, distinction fondamentale qui n'est même pas indiquée dans l'article considéré. Quant à la « douleur », elle existera certes pour les monopoles et l'oligarchie capitaliste. Mais l'auteur la laisse planer de façon imprécise, en évoquant par ailleurs des obscurités ou des faveurs étonnantes dans le traitement des « cadres » ou du « petit patronat ».

La « nationalisation des monopoles » est signalée à l'extrême fin de l'article, dans la partie intitulée « formules secrètes ». En effet, devant l'écart « fantastique » existant selon lui entre les dépenses et les recettes, mais dont il ne peut faire la preuve, Gilbert Mathieu en vient finalement à « se demander si le Parti communiste n'aurait pas caché quelque part des formules permettant de réussir ce que l'économiste moyen considère comme une véritable gageure ». Et parmi les « allusions » qu'il glane ainsi « au fil des pages », il finit par ranger ce qu'il appelle le couple « nationalisation + autonomie de gestion ». En fait de formule secrète, c'est vraiment une découverte !

Que l'auteur se demande si ce « couple » suffit à changer substantiellement les données du jeu financier et industriel, rien de plus légitime. Mais que cette question soit seulement découverte à la fin de l'article et non pas posée au début, afin d'y être examinée tant soit peu, voilà une façon pour le moins allusive de traiter le programme.

L'article passe même complètement sous silence le point de départ du programme : la considération de la crise du C.M.E. marquée par le gaspillage des ressources et l'incapacité de répondre aux besoins des masses. Il ignore ce que nous disons des exigences nouvelles du progrès technique : la nécessité d'en finir avec le C.M.E. pour permettre à la révolution scientifique et technique de se développer. Il ignore ce que nous disons de l'excès d'accumulation des capitaux et notamment de la preuve évidente de la suraccumulation dans les énormes capitaux flottants employés à la spéculation monétaire. Sur toutes ces questions, l'ouvrage sur le programme est très net. De plus, tous les travaux économiques qui l'ont précédé précisent encore, de façon plus technique, les explications populaires du programme. Si par exemple, l'article en question écarte sans

l'examiner de près le principe du changement fondamental introduit par la nationalisation des secteurs clés, il ne se réfère pas le moins du monde au **Traité marxiste d'économie** sur le capitalisme monopoliste d'Etat paru aux Editions Sociales en 1971, dont, par parenthèse, « Le Monde » n'a jamais voulu rendre compte à ses lecteurs. L'auteur fait allusion aux « revues » du parti à propos des détails nouveaux accompagnant les mesures fiscales, mais pas la moindre allusion à propos des nouvelles règles du jeu économique, comme il dit, des nouvelles conditions de la régulation comme nous disons, introduites grâce à la nationalisation des secteurs-clés. Pourtant, toutes ces questions sont fondamentales pour comprendre la réponse donnée par le Programme à la question dite des « ressources ». L'introduction du Programme lui-même, rédigée par Georges Marchais, cite parmi les différents travaux collectifs du Parti sur lesquels repose le programme, « l'analyse extrêmement riche du contexte économique-social actuel, effectuée par la section économique du Comité Central dans l'ouvrage sur le **capitalisme monopoliste d'Etat** » (Programme. p. 20).

LA QUESTION DES « RESSOURCES » DU PROGRAMME LA SURACCUMULATION DU CAPITAL ET LE SEUIL MINIMUM DE NATIONALISATION.

Nous pouvons résumer de façon simple les principes sur lesquels le programme se fonde pour répondre à la question dite des « ressources ».

Que nombre d'interrogations portent sur ce thème général des « ressources » du programme est tout naturel. En effet, les insuffisances grandissantes de la satisfaction des besoins des masses dans le système actuel, l'incapacité du régime de dégager les moyens nécessaires pour répondre aux exigences nouvelles de la vie des travailleurs sautent aux yeux. Aussi, on peut être conduit à se demander si ces insatisfactions ne sont pas dans la « nature des choses » et si des changements très profonds en faveur des masses sont vraiment possibles.

Le pouvoir des monopoles et ses économistes ont beau faire et refaire leurs comptes, les concessions qui paraissent « possibles » aux luttes des travailleurs exigeant l'amélioration de leurs conditions de vie se heurtent à des limites évidentes. En réalité, non seulement on ne met pas en cause en général les dépenses parasitaires comme les énormes dépenses concernant la force de frappe, mais surtout on masque le fait que ces limites sont celles du régime de domination des monopoles avec l'aide de l'Etat. Tout particulièrement, en confondant abusivement l'**accumulation du capital et les investissements techniquement néces-**

saires au progrès de la production, les idéologues des monopoles peuvent cacher les excès d'accumulation de capitaux monopolistes constitués à partir des profits et des aides financières de l'Etat. Le but déterminant de l'économie française actuelle n'est pas la production pour les besoins, c'est le profit, résultant de l'exploitation, et l'accumulation du profit en capitaux accrus, réclamant à leur tour leur rémunération par des profits accrus.

Les monopoles, dans la mesure où ils peuvent drainer une partie considérable de la plus-value produite dans toute la société, et où ils renforcent encore leurs profits et leur capital par l'aide de l'Etat, se livrent à une accumulation de capital formidable. Mais cet accroissement de richesse privée ne correspond pas exactement aux nécessités techniques de la production. Au contraire, les gaspillages de l'accumulation monopoliste du point de vue de la production ont été en s'aggravant.

De nos jours, l'excès d'accumulation et la stérilisation de ressources qu'il représente est devenu tel qu'il provoque des difficultés même du point de vue des capitalistes et qu'il commence à être visible pour tous avec les débuts de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

La croissance de la plus-value provenant de l'exploitation « normale » des travailleurs ne permet plus de rémunérer avec les mêmes taux de profit la masse devenue colossale des capitaux. Cela engendre l'exaspération de l'exploitation et, notamment, l'accentuation de l'intensification du travail.

Cela engendre aussi les méthodes de gonflement des profits monopolistes par la hausse des prix et l'accélération de l'inflation. Cela entraîne l'aggravation de la limitation des dépenses pour les besoins collectifs de la population, afin de réserver le plus possible du prélèvement public à l'aide aux monopoles. La hausse des prix accélérée provoque à son tour la tendance à la recherche de hauts profits par la spéculation monétaire. Elle provoque aussi la tendance à l'insuffisance des débouchés et à la surproduction. Les excès de capitaux accumulés deviennent visibles. D'un côté, on ne peut pas cacher l'existence de masses énormes et croissantes de capitaux monétaires disponibles flottant sur les marchés internationaux à l'affût de profits spéculatifs. Ces phénomènes nouveaux s'accompagnent de la progression rapide de la thésaurisation ou accumulation stérile en « trésor » de l'or. D'un autre côté, on doit reconnaître que la réclamation d'accumulation de capitaux par « l'industrie » (dominée par les monopoles capitalistes) entre en contradiction avec les besoins sociaux impérieux, en écoles, logements, etc. (Voir déjà sur la reconnaissance de ces deux phénomènes **le Rapport sur le marché monétaire et les conditions de crédit**, juin 1969, la Documentation Française, pages 6 et 7).

Mais d'autres formes de gaspillage de l'accumulation des monopoles capitalistes sont encore plus importantes et se sont beaucoup aggravées. Il s'agit des multiples doubles emplois des dépenses dans les entreprises monopolistes concurrentes à

l'échelle de la nation. Ces doubles emplois — dont déjà il y a quelques années le caractère public de la querelle Boussois - Saint-Gobain avait révélé l'ampleur — pourraient être progressivement supprimés si la production était rationalisée à l'échelle des nationalisations. Il s'agit du caractère parasitaire d'une grande partie des dépenses de publicité et de prestige des firmes monopolistes. Il s'agit encore de l'orientation même des productions et des investissements en fonction du marché capitaliste et monopoliste non seulement pour les armements, pour la consommation de luxe et pour la différenciation inutile des produits, mais pour l'accumulation industrielle privée elle-même ne supportant pas les coûts sociaux totaux qu'elle engendre (dépenses sociales d'infrastructure matérielle, usure et fatigue des travailleurs, etc.).

Avec les débuts de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, l'excès des accumulations est tel que l'on commence à rechercher la réduction de l'investissement par rapport au produit pour élever la productivité. Mais le but du système restant l'accumulation, cela engendre avec l'insuffisance de la demande des capitalistes, la tendance nouvelle au chômage plus important. Le chômage qui tend à grandir représente un gaspillage de potentiel productif considérable, de même que l'insuffisance des dépenses pour l'éducation, la qualification et le recyclage des travailleurs.

Notre analyse du gâchis et de la stérilisation des ressources potentielles de la production et de la consommation sociale par l'accumulation des monopoles, résultant des prélèvements de leur profit et de l'aide publique de l'Etat, se rattache ainsi à l'analyse marxiste de la tendance périodique à l'excès d'accumulation, ou suraccumulation, en économie capitaliste.

Cet excès d'accumulation entre aujourd'hui en contradiction, de façon incomparablement plus grave que par le passé avec les exigences du progrès technique, étant donné les conditions caractéristiques de la Révolution technique et scientifique actuelle.

En effet, la révolution technique nouvelle fondée sur l'automatisation, qui n'en est qu'à ses débuts, exige des dépenses d'une ampleur sans précédent pour l'éducation, la recherche de masse, le développement des capacités de tous les individus. Tout au contraire, la poursuite du profit et de son accumulation a eu pour conséquence le développement de nouvelles formes de travail et de vie sans des dépenses correspondantes suffisantes pour les besoins nouveaux des travailleurs. D'où la contradiction accrue entre les besoins et leur insatisfaction ainsi que le caractère urgent des revendications concernant l'amélioration des conditions de travail et de vie. Cette urgence résulte des atteintes portées au potentiel vital même des travailleurs dans leur masse, des limites de l'intensification du travail, des difficultés aiguës des transports, du logement, de la santé, de l'enseignement.

Ainsi s'expliquent le caractère profondément progressif et la force objective — du strict point de vue du progrès des forces productives humaines — des aspirations populaires grandissantes à « vivre mieux ».

« Cela suppose la réalisation d'une série de mesures sociales urgentes, qui touchent l'élévation du pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi, l'extension de la protection sociale.

Cela suppose aussi la mise en œuvre d'une vraie politique d'équipements sociaux et culturels, depuis le logement jusqu'à l'éducation en passant par les transports urbains.

Améliorer la vie, son cadre, sa qualité, voilà la tâche prioritaire d'une politique nouvelle » (Programme, introduction, p. 14).

Le P.C.F. en se faisant le porte-parole de cette aspiration commune aux diverses couches de travailleurs, et en détaillant les mesures raisonnables permettant de satisfaire les besoins urgents de façon rapide, est loin d'agir de façon démagogique ou électoraliste. Au contraire, ce faisant, il révèle, à la fois, sa liaison profonde avec les larges masses de travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, enseignants, chercheurs et son aptitude à assumer les responsabilités nouvelles du développement social et national.

Parti le plus lié à la classe ouvrière — classe la plus opposée au maintien de la structure capitaliste et du capitalisme monopoliste d'Etat — et parti armé de la théorie marxiste qu'il s'efforce sans cesse de développer, il peut ainsi être le Parti vraiment révolutionnaire et national. En effet, il avance des propositions répondant aux besoins des diverses couches de travailleurs en ayant aussi l'audace de proposer les moyens adéquats. Ceux-ci supposent la rupture avec la domination des monopoles par la nationalisation des secteurs-clés permettant la gestion et la planification démocratiques.

Dans les conditions actuelles, le début de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat fait éclater les tares du régime. Celles-ci sont ressenties en France à tous les niveaux. Le gouvernement lui-même est obligé de reconnaître qu'il faut réformer la société. Le « contraste » devient « flagrant » « entre les énormes possibilités que recèlent les progrès scientifiques et techniques », d'une part, « l'aggravation des conditions de travail et l'insatisfaction croissante des besoins », « l'insécurité de l'emploi », d'autre part (Programme, p. 147).

« L'économie du pays souffre de distorsions graves, de gaspillages énormes et, dans certains secteurs, d'un véritable retard industriel. D'immenses potentialités matérielles et humaines sont laissées en friche.

Tandis que les monopoles géants accumulent des profits fabuleux, grand patronat et pouvoir ne cessent de demander aux travailleurs, à l'immense majorité de la population de consentir de nouveaux sacrifices » (Programme, introduction, p. 8).

C'est pourquoi « l'objectif qui s'impose » c'est « libérer le pays

de l'emprise des monopoles, donner aux travailleurs la maîtrise de leur existence » (Programme, p. 148).

A cette libération et aux bases économiques de la maîtrise progressive par les travailleurs de leur existence, dans la démocratie avancée phase de transition au socialisme, le programme consacre des développements détaillés. Ces développements concernent l'expansion industrielle et l'aménagement du territoire (analysés par secteurs et par régions), les conditions de l'activité des petites et moyennes entreprises, l'organisation des moyens nouveaux de financement (la démocratisation de la fiscalité, la réorientation des finances publiques, la nationalisation et la restructuration démocratiques du système bancaire et financier), les relations économiques extérieures. Mais le double fondement commun des mesures qui sont proposées réside dans :

1. la transformation structurelle décisive que constitue la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie et du secteur bancaire et financier ;
2. l'instauration progressive sur cette base d'une nouvelle logique du fonctionnement économique concernant la gestion des entreprises, la planification et la politique économique démocratiques. En effet, les entreprises nationalisées peuvent ne pas avoir comme but déterminant le profit pour l'accumulation du capital et pour rémunérer l'accumulation.

Dans le système actuel du capitalisme monopoliste d'Etat, dans la mesure où le secteur nationalisé est minoritaire et où le pouvoir d'Etat est lié à l'oligarchie monopoliste dominante, les entreprises nationalisées sont utilisées pour accroître les profits et l'accumulation des monopoles privés. Mais si la nationalisation est étendue aux secteurs-clés de l'économie, tandis que le pouvoir d'Etat est conquis par les forces ouvrières et démocratiques unies, alors on peut commencer à faire prédominer un nouveau but économique, à l'échelle nationale du moins, celui de la satisfaction des besoins des masses. C'est ainsi que la démocratie économique et politique peut constituer une phase de transition au socialisme développé dans les conditions de notre pays. On peut tout particulièrement envisager, sur la base de la mobilisation de toutes les ressources productives et de l'élimination des dilapidations actuelles, le transfert d'une partie plus grande du produit (croissant) de l'accumulation vers la satisfaction directe des besoins des travailleurs et leur formation.

On comprend que le programme déclare que les nationalisations constituent l' « instrument déterminant du programme démocratique ». Il affirme que « dès le début de la législature la politique de nationalisation doit franchir **un seuil minimum** » (souligné par nous), tout en notant « le gaspillage et la stérilisation des ressources qu'engendre aujourd'hui l'accumulation capitaliste ». (Programme, p. 152, 155, 156).

Ensuite, le programme insiste sur la gestion démocratique des entreprises nationales et sur la planification démocratique. Il considère les nouvelles règles de la planification déterminant

les principaux critères de gestion du secteur nationalisé et les grandes lignes d'encadrement du secteur privé (Programme, p. 159). Il insiste sur l'autonomie de gestion des entreprises nationales dans le cadre de la planification (Programme, p. 152) avec l'intervention des travailleurs et le remplacement pour ces entreprises des règles de la concurrence capitaliste par la coopération et la compétition coordonnées (1).

(1) Voir sur cette question et sur le passage de la régulation capitaliste aveugle du capitalisme monopoliste d'Etat à une régulation consciente de l'économie : « Evolution et fonctionnement économique dans la démocratie avancée », *Economie et Politique*, sept. 1971.

Il précise les conditions nouvelles du fonctionnement du crédit permises par la nationalisation et la restructuration de tout le secteur bancaire et financier. G. Mathieu lui-même doit reconnaître, au passage, la nouveauté des dispositions concernant la réorganisation démocratique du crédit. Un commentaire critique comme celui de G. Mathieu, tout en se refusant à seulement évoquer l'analyse de la suraccumulation et la conception corrélative du changement introduit par la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, considère essentiellement la question des ressources au niveau de la fiscalité. Il met au centre de son appréciation l'insuffisance, selon lui, des recettes fiscales prévues (les augmentations d'impôt sur les entreprises ne pouvant compenser les réductions d'impôt sur les travailleurs). Il conseille même de chercher de nouvelles recettes fiscales. Mais il oublie ou ignore que la fiscalité n'a jamais créé de ressources. Elle constitue un des moyens de les prélever. Elle peut aussi inciter plus ou moins à leur création suivant les conditions économiques générales.

Le rendement de la fiscalité varie suivant le niveau de la production et ses conditions économiques et sociales. En considérant le fait que les « sociétés » ne fournissent actuellement que 10 % des recettes fiscales de l'Etat, et en prétendant que le rendement des impôts pesant sur elles ne pourrait pas être beaucoup augmenté, notre auteur néglige le fait que les bénéfices fiscaux des entreprises sont bien moindres que les profits réels. Ceux-ci apparaissent dans toutes sortes de provisions et autres postes (y compris l'amortissement) où ils sont immédiatement accumulés.

Une remarque du même commentateur va cependant au-delà du simple prélèvement fiscal, en considérant le problème des charges générales des entreprises. Sans faire la distinction entre entreprises privées et entreprises nationales, il considère alors que les charges nouvelles des entreprises (fiscales et autres) entraîneront « la compression des profits », donc leur tendance à l'inflation et à l'insuffisance de leurs investissements. On voit ainsi qu'il raisonne comme s'il s'agissait uniquement d'entreprises capitalistes, sans du tout considérer que les entreprises nationalisées n'ont pas les mêmes exigences concernant les profits et l'**accumulation**. Les entreprises nationalisées pourront fournir une importante production disponible pour d'autres buts que leurs seuls investissements. Le problème de la suraccumulation actuelle, des économies relatives d'investissements permises par la nationalisation n'est pas considéré. De même, en ce qui concerne l'essor de la

production grâce à la mobilisation de toutes les ressources et à l'expansion de la demande, notre auteur fait appel pour juger de ces conditions à l'inflation de crédit après la « relance » de l'été 1968. Il ne considère pas que la situation est tout à fait différente en raison notamment de la nationalisation des monopoles des secteurs-clés de l'industrie et de celle du secteur bancaire et financier qui sera réorganisé. Il n'évoque même pas le stimulant nouveau considérable du progrès de la productivité que constitueraient les dépenses permettant le développement des capacités des travailleurs.

Le même auteur considère, au contraire, le fait que le petit patronat n'est pas visé par les mesures antimonopolistes parmi les insuffisances et les silences. Il ignore alors les dispositions du programme tendant à encourager les formes de coopération entre petits patrons de façon à développer la productivité, ainsi que les conditions d'assistance technique et de crédit qui sont prévues pour les petites entreprises (Programme, 3^e partie, chapitre III : « Les petites et moyennes entreprises »).

L'audace raisonnée des mesures fondamentales du programme fait précisément leur réalisme. Briser avec les raisonnements qui se maintiennent dans le cadre du système est une nécessité pour tracer les moyens d'en sortir. Déjà, l'ancien régime d'avant 1789 avait connu une crise financière dont les multiples ministères réformateurs n'arrivaient pas à sortir, malgré la multiplication des impôts nouveaux et ingénieux. Le problème était, en effet, celui du prélèvement parasitaire des « privilégiés » et plus encore de la stérilisation des possibilités de croissance de la production par ce prélèvement auquel on ne touchait pas sensiblement. Aujourd'hui les privilégiés qui pèsent sur le développement social, ce sont les monopoleurs. Bien plus, ils ont provoqué la crise actuelle de la société française capitaliste. Il faut sortir de cette crise. Ce serait immédiatement possible si les dispositions hardies, progressives, cohérentes de notre programme étaient appliquées. C'est pourquoi, dans son introduction au Programme, G. Marchais pouvait déclarer : « Naturellement, la réaction prétendra comme d'habitude que la réalisation de nos mesures sociales serait un luxe pour la France. Mais ce qui est un luxe pour la France c'est de supporter une caste de privilégiés de la fortune qui s'enrichit à ses dépens ! Car c'est un véritable détournement des forces productives de la nation, de ses ressources financières, de son potentiel humain que le grand capital opère à son profit » (Programme, p. 19-20).

Le débat sur la question des « ressources » comme sur d'autres questions et la réponse aux « critiques », permettent de mieux faire assimiler et de populariser les idées-clés du Programme et ses principes. Par ailleurs, le Programme malgré son caractère détaillé n'empêche pas la poursuite de l'élaboration et des recherches. Au contraire, nous continuerons à améliorer nos explications et à approfondir les questions de la réalisation de la démocratie avancée

LES "ÉQUILIBRES ECONOMIQUES" SONT ASSURÉS

PHILIPPE HERZOG

Avant de lire le Programme, et en fonction de ce qu'il en a entendu dire, chacun se pose la question : « Où trouver les moyens pour réaliser de tels objectifs » ? La lecture du Programme fournit des réponses de principe et de détail. Leur pleine compréhension supposerait, bien sûr, que les analyses scientifiques qui sont à la base de ce programme, celles du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise et celles relatives à la démocratie avancée, fassent également l'objet d'attention (1).

1. Ce n'est pas un hasard si « Le Monde » a passé sous silence le *Traité marxiste d'économie politique* : le C.M.E. L'étude et la popularisation du Programme rendent plus nécessaires que jamais celles de ce livre.

Il existe aujourd'hui une conscience diffuse, mais déjà profonde, du caractère social de la production. Chacun sent et observe dans l'activité qu'il exerce qu'elle n'est pas isolée, mais solidaire, par rapport à toutes les activités nationales. Il en découle, de façon potentielle, mais déjà sentie, une responsabilité nouvelle. Mais, en raison du poids de l'idéologie dominante, cette conscience est déviée et mutilée. On lui dit : « Ce que vous éprouvez, c'est l'effet de mécanismes propres aux sociétés industrielles ; l'Etat en tient compte lors de l'élaboration de sa politique économique : il respecte les équilibres économiques ».

Ainsi veut-on faire admettre le caractère inévitable, nécessaire d'une politique réactionnaire. De plus, on parvient à développer, par un simple procédé d'intimidation tout à fait analogue, une inquiétude supplémentaire face à la nécessité de changements profonds de l'économie et de l'Etat.

Tel est, par exemple, le rôle de l'article de G. Mathieu, dans le « Monde » (2), et d'autres du même type. Il dit en gros, aux auteurs du Programme : « vous en promettez trop ; une fois au gouvernement, la contrainte des « équilibres économiques » se fera sentir ; alors, vous ne tiendrez pas vos promesses ; vous en rabattrez par rapport à vos objectifs ; vous augmenterez les prélèvements sur les travailleurs, et certaines catégories d'entre eux seront lésées par rapport à d'autres ». Les arguments de cet article n'éclairent pas les questions de fond relatives à la cohérence économique du Programme. Leur seul but, ou effet,

1) Cf. « Le Monde » du 12-1971.

peu importe, est, au contraire, d'écarter la réflexion en développant un scepticisme que rien ne fonde, sinon l'anticommunisme.

Essayons, au contraire, de retrouver les vrais problèmes de la cohérence à partir des questions posées relativement aux équilibres économiques. L'article de G. Mathieu fait surtout référence à deux équilibres : celui de l'investissement et de son financement, celui des recettes et dépenses de l'Etat. Il aurait pu en ajouter d'autres, par exemple celui de la balance des paiements ; sans doute, d'autres les évoqueront. Mais tenons-nous-en aux siens.

Qu'est-ce que l'équilibre de l'investissement et de son financement ? De façon approximative, c'est le problème du dégagement des moyens (en hommes, en argent) permettant d'augmenter et de moderniser les capacités de production. Comment cela s'opère-t-il aujourd'hui ? Par la pression maximum sur les revenus directs des travailleurs, l'intensification et la longue durée du travail, les prélèvements croissants sur les salariés et les couches non monopolistes et leur affectation sélective aux monopoles par l'action directe et indirecte de l'Etat.

Ces moyens dont disposent les monopoles ne servent que pour une part à l'investissement, lequel répond au profit et à des intérêts conflictuels, donc se développe de façon anarchique et conforme ni aux principes de l'économie des moyens ni aux intérêts des masses (capacités massives de production d'armements, doubles-emplois et sous-utilisation, faiblesse des capacités de production d'équipements sociaux, etc). Et, pour une part importante, les moyens obtenus par les monopoles sans la possibilité d'un contrôle populaire alimentent, non pas l'investissement, mais la spéculation, les faux frais énormes d'activités dites tertiaires dont beaucoup ne font que pallier, dans le seul intérêt des monopoles, l'inadéquation de la production aux besoins et les méfaits de l'organisation monopoliste de la production (ces activités devront être reconverties en véritables services sociaux, constituant alors un stimulant au progrès des forces productives).

Dans le Programme proposé par le Parti communiste français, le financement de l'investissement est assuré principalement, en ce qui concerne ses formes non capitalistes, par la rentabilisation des entreprises nationales et la mobilisation des ressources aujourd'hui détruites, gaspillées ou mal orientées. La rentabilisation des entreprises nationales s'opère par le meilleur emploi des qualifications, la promotion de la recherche et du progrès technique, la formation des travailleurs et aussi par l'économie dans l'usage des moyens que permet la prise en compte des intérêts des travailleurs dans la façon même de produire et dans la coordination des activités.

Formule magique ? Allons donc ! Par exemple, la réduction de la fatigue des travailleurs permettra immédiatement de dégager des moyens nouveaux. En effet, les frais causés par la fatigue des travailleurs grèvent aujourd'hui lourdement les prix de revient (retouches, interruptions de production, surveillance, etc.). C'est un exemple parmi mille. Outre la rentabilisation des entreprises nationales, les investissements d'intérêt collectif pourront aussi être en grande partie financés grâce à la mobilisation de ressources aujourd'hui stérilisées, ou mal utilisées, par le capital monopoliste (lutte contre l'exportation de capital et la spéculation, encadrement de l'activité du secteur privé sous toutes ses formes).

Et l'équilibre du budget de l'Etat ? Gilbert Mathieu est ici catégorique : « énorme menace de déficit, d'où pression fiscale accrue... sur les entreprises pour ne pas affronter les travailleurs, mais alors gonflement des coûts, inflation et recul du pouvoir d'achat ; incohérence par rapport aux objectifs ».

A quoi tient aujourd'hui le gonflement du budget d'Etat et les tendances au déficit ? A la suraccumulation de capital (qui exige toujours plus de commandes, de crédits, de participations). Or, comme nous le répétons sans relâche, car c'est une clé du programme, l'entreprise nationale ne produira pas pour le profit et l'accumulation, mais selon l'intérêt des travailleurs — et nous en apportons la preuve. Alors le budget de l'Etat pourra répondre principalement aux besoins sociaux. Il sera alimenté largement par les entreprises privées et nationales (qui bénéficieront en retour de l'emploi de travailleurs mieux formés et moins fatigués, susceptibles d'un travail d'un intérêt et d'une efficacité supérieurs. Et il sera **considérablement** allégé de dépenses parasitaires actuelles, de la charge des faux-frais des monopoles, d'interventions multiples dans la production. C'est peu ? Allons donc ! L'Etat, la Banque Centrale, la Caisse des dépôts et d'autres organismes publics constituent les principales sources de financement, de refinancement, de garantie, de la suraccumulation de capital (en dehors de l'exploitation directe des travailleurs).

Alléger la fiscalité pesant sur les travailleurs implique que l'Etat fournira moins de moyens pour l'investissement, mais non pas qu'il alimentera l'inflation. Alors comment les entreprises vont-elles s'en sortir ? Nous sommes ramenés à la question du financement de l'investissement dont nous avons indiqué les principes de réponse. C'est dans la production que se créent les valeurs : c'est là qu'il faut trouver les moyens de l'extension et de la modernisation du capital fixe, et non par le **biais** du pompage de revenus arrachés par les travailleurs et de leur réaffectation aux monopoles.

En bref, le raisonnement de tous ceux qui se situent dans la

logique du système actuel supposent implicitement qu'il n'y a pas de nationalisations, d'intervention des travailleurs dans l'entreprise et dans l'Etat. Escamotant le contenu fondamental du Programme, ils ne veulent retenir que certains aspects des changements de la législation fiscale et des dépenses de l'Etat isolés de leur contexte et privés ainsi de leur sens.

Elargissons nos remarques pour préciser sur quoi reposent l'efficacité et la cohérence de la politique économique du Programme.

L'efficacité du régime capitaliste est aujourd'hui un mythe. L'économie nationale est tronçonnée en ensembles d'établissements dont un grand nombre est sous la coupe de capitaux monopolistes ; dans chacun de ceux-ci s'opère en désordre une accumulation de moyens forcenée au détriment des autres unités de production ; dans chacun, on développe la production au détriment immédiat des intérêts des travailleurs, de leur qualification, de leur santé. L'économie française ne sera pas socialiste dès les débuts du gouvernement populaire, mais, très tôt, la coopération organisée par le secteur nationalisé, brisant le cadre de l'accumulation au sein de groupes monopolistes, permettra une coordination croissante des ressources du pays. Cette coordination est permise par l'intervention des travailleurs, elle-même impensable sans nationalisation. La gestion de l'entreprise nationale ne détruira plus les forces de travail et les qualifications, n'entraînera pas comme aujourd'hui une dégradation des conditions de vie que vient partiellement compenser une consommation permise par des gains de pouvoir d'achat arrachés par la lutte. Voilà bien une efficacité supérieure ! Les sceptiques peuvent être ou insincères ou crédules et abusés : la science n'est pas de leur côté.

La cohérence du Programme, sous l'angle qualificatif, réside dans le passage, nécessairement progressif, d'une économie nationale réduite à la sujétion de l'accumulation monopoliste, à une économie au service des besoins. Le Programme décrit minutieusement quelles transformations « structurelles » cela implique, je n'y reviens pas. La cohérence des objectifs et des moyens (ou ressources) doit être comprise en tenant compte de ces restructurations. Les réformistes nous parlent d'allocation des ressources, disent à peu près : le gâteau est de taille limitée, le problème est de le partager. Nous disons que **l'essentiel est la façon dont sont créées les richesses** ; c'est cela qui conditionne fondamentalement leur affectation sociale et toute politique à cet égard. La nationalisation des entreprises monopolistes et celle du système bancaire et de financement, qui en est le complément inséparable, permettent une restructuration de l'appareil de production et de service national, qui entraîne une **réaffectation**, une **mobilisa-**

tion, une coordination des ressources à l'échelle du pays. La gestion démocratique des entreprises nationales tient **immédiatement** compte des intérêts des travailleurs, de la nécessité d'économie de temps de travail sans perte ni de capacité, ni de moyens pour les travailleurs. Elle met en œuvre des changements de techniques qui étaient exclus auparavant par la loi du profit dans le cadre monopoliste; ces progrès techniques permettent directement d'atténuer la pression sur les travailleurs et de mieux utiliser leurs capacités. Il s'avère que les effets d'une telle politique menée à l'échelle d'un large secteur nationalisé ne grèvent pas les profits d'entreprise, qui bénéficient d'une large extension du marché et du dégonflement des énormes faux frais actuels.

Voilà les différentes sources par lesquelles se créent les moyens immédiats du progrès social. La réforme du financement public assure que ces moyens ne seront pas à nouveau canalisés par l'accumulation et la suraccumulation de capital monopoliste. Elle assure que les moyens collectifs du mieux-vivre et de la formation, qui préparent indirectement la plus grande rentabilité des entreprises et la possibilité de progrès techniques plus hardis, ne seront pas à nouveau tarifiés. Qu'on y prête attention: **chacun** des objectifs du vivre-mieux dans le Programme libère des forces de progrès économique. Dans de très nombreux cas, les progrès techniques qui résulteront de l'amélioration des conditions de vie et de travail et des modifications de gestion correspondantes dans le secteur nationalisé **ne seront pas coûteux**: ils ne nécessiteront pas d'investissements massifs supplémentaires. **Ce programme n'est pas un programme d'investissements forcés, mais de meilleure utilisation immédiate des ressources, par le réaménagement des méthodes et des productions en fonction de l'amélioration immédiate des conditions de travail et de vie.**

La cohérence du Programme sous l'angle qualitatif n'échappe pas à nos critiques les plus avertis. Dès le 5 novembre, Jacques Rozner écrit dans « Le Monde »: « Seul, le Parti Communiste semble savoir ce qu'il veut en proposant un système combinant les expériences russe et yougoslave, dont on peut penser bien des choses, mais qui a sa logique et sa cohérence, à défaut d'une efficacité démontrée ».

« A défaut d'une efficacité démontrée »... Au moins y a-t-il présomption d'efficacité relativement à nos objectifs puisque l'on admet notre cohérence. Mais le doute qui semble subsister chez Rozner rejoint deux interrogations populaires. Les luttes de classes rendront difficile la réalisation de ce Programme (qui ne pourra donc être démontrée par la pratique); et comment peut-on être pleinement cohérent sans analyse quantitative complète des objectifs et des moyens (l'efficacité doit

être démontrée aussi par le calcul économique). Arrêtons-nous à la deuxième de ces interrogations. Le chiffrage du Programme est une nécessité. Il pose des problèmes difficiles (pour des raisons bien connues de nos critiques, qui sont de flagrante mauvaise foi).

1° Les restructurations, réaffectations de ressources, nouvelles formes planifiées de gestion, ne peuvent être spécifiées et détaillées que dans le cadre du gouvernement démocratique d'union populaire.

2° Leur chiffrage complet exigera alors un vaste développement et une mise à jour d'informations aujourd'hui secrètes ou traitées de façon tout à fait insuffisante !!

3° A notre époque, il est impensable de chiffrer convenablement l'ensemble d'un programme national pour l'économie sans s'appuyer pleinement sur un vaste appareil d'information et d'administration économique, aujourd'hui sous la tutelle du gouvernement au service des monopoles.

Est-ce dire que nous ne nous intéressons pas à la cohérence du Programme sur le plan quantitatif ? Pas du tout. Assimiler les principes et les formes de la comptabilité et du calcul économiques en vue de leur utilisation et de leur transformation au service des objectifs du pouvoir démocratique ; entreprendre la quantification ; plus généralement, préciser les problèmes que pose le chiffrage du Programme et se préparer activement à la mise en pratique : ces responsabilités, nous les assumons. Sans développer ici l'aspect quantitatif de la cohérence du Programme, voici quelques remarques importantes à ce sujet.

1° Comme nous l'avons dit, les entreprises nationales seront rentabilisées en ce sens que leur équilibre financier sera assuré. Le profit ne sera donc pas laminé. Les salaires, les prélèvements seront accrus, oui ; mais il y aura aussi dégonflement des faux frais, progrès technique et extension du marché.

Deux autres précisions. La limitation de l'autofinancement de l'entreprise nationale n'est pas du tout le résultat de pesées sur les prix de revient ! C'est le résultat comptable de la coopération financière entre les entreprises dans le cadre de projets et d'opérations communes : aides réciproques, sans pesée sur le profit global. Pour chaque entreprise, la limitation d'autofinancement va de pair avec un apport financier externe. Deuxièmement, la contribution fiscale des entreprises permettra d'améliorer la qualification des forces de travail et leur disponibilité, d'où des possibilités accrues de progrès techniques et aussi permettra de **développer de nouveaux marchés** (équipements sociaux par exemple) ; en ce cas encore, pas de

pesée sur le profit global, mais une autre répartition du profit entre les entreprises.

Ainsi l'obtention du profit d'entreprise n'aura plus les mêmes sources ni donc le même contenu social qu'aujourd'hui.

2° Les prélèvements publics et leur affectation changent aussi de contenu. Nous ne reviendrons pas sur la façon dont sera obtenu l'équilibre budgétaire, résumant seulement les résultats. La charge des prélèvements ne sera plus gonflée continuellement en raison des dépenses exigées par la suraccumulation de capital. Il n'y a aucune raison, au contraire, de voir son poids **relatif** s'accroître encore. La réaffectation des dépenses d'Etat vers les besoins sociaux, le dégonflement des dépenses qui alimentent les gaspillages de l'accumulation, n'auront pas d'effets négatifs sur la rentabilité, nous venons de le voir. Le prélèvement lui-même changera de forme, se branchant plus directement sur les valeurs créées dans l'entreprise, et prenant moins la forme de **reprise** des revenus des travailleurs, sans qu'il en résulte globalement de moins-values fiscales.

3° Il faut bien comprendre que des chiffres analogues (en apparence) peuvent avoir des contenus sociaux tout à fait différents. Beaucoup d'entreprises des pays socialistes ont aujourd'hui un taux d'autofinancement important, alors que leur gestion et leur rôle social sont tout différents de ceux d'entreprises capitalistes ayant un autofinancement comparable. La même enveloppe budgétaire peut recouvrir aujourd'hui un surcroît de tension, de difficulté de vie pour les travailleurs, de subordination accrue aux exigences de l'accumulation, demain une meilleure prise en charge des besoins sociaux et un apport pour une meilleure consommation productive au service des besoins.

La même progression apparente du pouvoir d'achat peut constituer aujourd'hui une compensation partielle à une fatigue accrue, à des conditions d'existence en voie de détérioration, demain un progrès net du niveau de vie permettant de jouir plus pleinement des facultés libérées par une transformation des conditions de travail et d'existence.

Un dernier mot, sur la question de la progressivité des effets de la réalisation du programme sur les conditions de vie. **Les effets se feront sentir immédiatement** : le prix du changement social ne consistera pas en une dégradation des conditions matérielles d'existence. Dans les lignes qui précèdent, nous avons vu plusieurs exemples de ce caractère immédiat du progrès social ; ce qui ne veut absolument pas dire : réalisation immédiate et entière de tous les objectifs. Résumons-les encore : ce programme est tout le contraire d'une accumulation forcenée ; c'est la mise en œuvre progressive d'une trans-

formation des conditions de travail et de vie qui est la condition même des progrès économiques. Ceci est réaliste à **notre époque** : cela ne constitue pas un « choix » a priori, mais résulte de notre analyse des facteurs les plus profonds de la crise actuelle de notre société. Ajoutons encore que le critère central de progressivité de la politique du gouvernement démocratique, c'est la régularisation en progrès des conditions de travail et d'existence des différentes classes et couches sociales non monopolistes. De chacune d'elles, et compte tenu des inégalités à réduire.